

FRONTALIERS

Qu'attendent les communes belges du Luxembourg?

07 JANVIER 2019 17:19

Par Nicolas Léonard

L'idée de consulter les communes

frontalières belges afin de connaître leurs attentes de la part du Luxembourg a été lancée le 10 novembre dernier, lors d'un colloque organisé par le Cercle européen Pierre Werner. Elle va se concrétiser très prochainement.

Deux réunions vont avoir lieu les 25 janvier et 22 février entre les communes de la province de Luxembourg (et deux de la province de Liège) afin de mieux connaître leurs attentes de la part du Luxembourg, et de les synthétiser. Notamment dans les domaines de la mobilité, de la fiscalité ou de la coopération transfrontalière. Cette idée avait été lancée le 10 novembre passé lors d'un colloque du Cercle européen Pierre Werner consacré à la vie sociale en Grande région et en Europe. Elle avait de suite recueilli le soutien du ministre régional René Collin, qui avait annoncé souhaiter une concrétisation dès le début de l'année 2019.



Daniel Hussin a, en lien avec le ministre Collin, mis sur pied les deux prochaines réunions.

46 communes concernées

Daniel Hussin, le président du Cercle, a donc remis son ouvrage sur le métier et organisé deux réunions. La première, le 25 janvier à Martelange, concernera les 26 communes du sud de la province de Luxembourg. Celle du 22 février, à Houffalze, les 18 communes nordistes ainsi que Saint-Vith et Burg-Reuland. Toutes ces communes ne sont évidemment pas frontalières du Luxembourg. «Mais suite au colloque, des communes non frontalières m'ont contacté afin de pouvoir aussi participer. Finalement, la décision a été prise de toutes les inviter» explique Daniel Hussin. Il est vrai que si les travailleurs frontaliers représentent parfois plus de 50% des actifs dans des communes comme Arlon ou Attert, ils sont encore de 14 à 24% dans les communes situées directement derrière celles qui jouxtent le Luxembourg et encore de 2 à 11% dans les entités les plus à l'ouest. «Il y a donc des travailleurs frontaliers dans les 44 communes de la province», poursuit Daniel Hussin. Toutes ont donc un intérêt, plus ou moins important, à établir des ponts avec le voisin luxembourgeois.

Le même exercice ensuite au Luxembourg

Et si la volonté est d'aller vite, elle l'est tout autant de bien avancer. C'est pour cela que Franz Clément, chercheur au Liser et spécialiste des questions frontalières, mais aussi membre du Cercle européen Pierre Werner, a élaboré un questionnaire envoyé aux communes, adapté en fonction de leur localisation (villes frontalières ou non). Ceci afin d'obtenir en amont différentes données sur les sujets qui intéressent les communes. Le but étant de mener un travail très concret lors des deux réunions organisées en partenariat avec la députation provinciale du Luxembourg et l'intercommunale de développement économique Idelux-Aive.

Et ensuite? L'ambition est de mener le même exercice côté luxembourgeois, pour ainsi dégager les intérêts communs et points de convergence. «Nous sommes dans l'attente de la position de la ministre à la Grande Région, Corinne Cahen», conclut Daniel Hussin.

LA RÉDACTION A CHOISI POUR VOUS

NEWS(NEWS) POLITIQUE(/LUXEMBOURG/POLITIQUE)

Ce que le gouvernement prévoit pour les frontaliers

Par Nicolas Léonard

NEWS(/NEWS) GRANDE RÉGION(/LUXEMBOURG/GRANDE-REGION)

«Des solutions rapides aux problèmes des frontaliers»

Par Nicolas Léonard

3 QUESTIONS À...(/QUESTIONS) GRANDE RÉGION(/LUXEMBOURG/GRANDE-REGION)

Un colloque européen dédié aux frontaliers

Interview par Nicolas Léonard
